
M.E.S., Numéro 134, Vol. 1, mai – juin 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mis en ligne : le 31 mai 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mai - juin 2024

LES NOUVEAUX CHOIX DIPLOMATIQUES DE LA RD CONGO :*l'axe Extrême –Orient et la réaction de l'occident*

par

Sylvain TSHIBANGU MUKENG*Assistant, Université Libre de Kinshasa, Université Simon Kimbangu de Kinshasa/Bongolo
Apprenant au 3^{ème} cycle en Sciences Sociales, Université de Kinshasa***ANTONIO QUILA GARCIA MIALA***Ministre Conseiller de l'Ambassade de la République d'Angola en RDC, Auditeur de la sixième Session Spéciale du
CHESD, diplômé d'Etudes Supérieures à l'Université Agostino Neto, Luanda, Angola***Résumé**

La présente étude se propose de démontrer les nouvelles motivations diplomatiques de la RDC face à certaines puissances émergentes de l'Extrême-Orient. Ces motivations sont en premier lieu d'ordre géostratégique, car elles sont liées à la vision diplomatique inhérente à la gouvernance qui, elles, sont aussi géopolitiques, géoéconomiques et culturelles dès lors qu'elles relèvent de l'espace territorial congolais, de ses ressources naturelles, de la culture congolaise. De telles motivations nécessitent qu'elles soient mises à la portée des partenaires africains et extra-africains qui prennent parti et cause pour la RD. Congo. Ce sont ces motivations qui seraient à la base et au centre de l'actuel déterminisme diplomatique congolais. Elles stimulent et doivent stimuler les autorités congolaises à opter pour un renforcement des liens diplomatiques préexistant avec ces Etats de l'Extrême-Orient dont beaucoup seraient en situation d'émergence.

Mots-clés : *géopolitique, géostratégie, géoéconomie, culturelle, guerre, Extrême-Orient, coopération sud-sud, Occident, atlantique, pacifique, post-conflits, quête, nouvelle, diplomatie, approche, conflit, guerre, agression*

Abstract

This study aims to demonstrate the new diplomatic motivations of the DRC in the face of certain emerging powers in the Far East. These motivations are primarily of a geostrategic order, because they are linked to the diplomatic vision inherent in governance which are also geopolitical, geoeconomic and cultural since they relate to the Congolese territorial space and its resources. natural, Congolese culture. Such motivations require that they be made accessible to African and extra-African partners who take sides and cause for R&D. Congo. It is these motivations which are at the base and at the center of the current Congolese diplomatic determinism. They stimulate and must stimulate the Congolese authorities to opt for strengthening pre-existing diplomatic ties with these Far Eastern States, many of which are in a situation of emergence.

Keywords : *geopolitics, geostrategy, geoeconomy, cultural, war, extreme-east, cooperation, southsouth, occident, pacific, atlantic, post-conflict, quest, new, diplomacy, approach, conflict, assault*

INTRODUCTION

Tout au long de la décennie 1990, décennie qui a consacré la fin de l'URSS et qui a connu des grands bouleversements stratégiques et géopolitiques au monde, la RDC qui, un peu plus tôt, a été affectée par une expérience démocratique s'est confrontée à plusieurs défis diplomatiques liés au contexte et aux exigences de la démocratie grâce aux traits des réformes sociales et économiques entreprises sous la direction de Mikhaïl Gorbatchev entre avril 1985 et décembre 1991, en Union Soviétique, la pérestroïka et qui ont modifié le cours de l'histoire dans le Zaïre de Mobutu comme dans le reste du monde. Le Zaïre, un pays densément riche, mais qui faisait face à une dictature parmi les plus abjectes du continent et confronter aux diverses crises politiques et sociales de grande ampleur qui ont fait que ce pays se soit trouvé à la croisée de chemin, au terme d'une histoire tumultueuse qui a jalonné son parcours depuis le 30 juin 1960. C'est face aux différentes péripéties qui ont marqué l'évolution sociale et politique de ce pays continent que nous proposons étudier dans ces lignes qui suivent, les motivations réelles qui guident la RDC à se tourner vers l'Extrême Ouest et surtout pour déterminer l'incidence de ces nouvelles périodes diplomatiques des autorités congolaises pour conquérir ces nouveaux espaces territoriaux situés outre océans.

I. SUR LES NOUVEAUX CHOIX DIPLOMATIQUES DE LA RDC POST-CONFLIT : motivation et quête d'une posture géopolitique orientée vers l'Extrême-Orient**1.1. Contexte**

Le 26 janvier 2001, Joseph Kabila prête serment en qualité de Président de la République Démocratique du Congo. Dans son discours d'investiture, il s'assigne trois objectifs : mettre fin à la guerre, organiser les élections présidentielles, législatives, provinciales, municipales et locales, et reconstruire le

pays¹. Le 6 décembre 2006, à l'issue des élections présidentielles qu'il a remportées, Joseph Kabila s'est engagé à réaliser sa promesse électorale relative à la reconstruction de la RDC à travers sa vision-programme des « 5 chantiers de la République » avec les volets : infrastructures et voies de communication, eau et électricité, santé et éducation, emploi et logement. Faute de moyens financiers conséquents, au niveau interne et dans un pays post-conflit, disposant d'une économie totalement en ruine, il fallait pour cela, et à tout prix, trouver des financements pour concrétiser ce vaste et ambitieux programme. Ainsi, Joseph Kabila va déployer ses équipes d'experts à travers le monde à la recherche des partenaires. En cela, une équipe qui partira de Kinshasa, le 25 février 2007, en destination de la Chine, va entamer des consultations avec des partenaires chinois de la CDB, des entreprises CREC et SINOHYDRO ainsi qu'avec Exim Bank. Ces consultations vont aboutir pour qu'en date du 17 septembre 2007, soit signé un Protocole d'accord entre le Gouvernement congolais et l'entreprise CREC qui engendra la Convention de coopération signée le 22 avril 2008 entre le Gouvernement congolais et le groupement d'entreprises chinoises représenté par CREC et SINOHYDRO. Selon l'esprit de ces contrats sino-congolais, la RDC s'est fixée l'objectif de trouver des ressources financières nécessaires à la réalisation des infrastructures nationales estimées importantes et urgentes, et pour la Chine, il est question d'investir dans le domaine des métaux non ferreux.

Comme on le voit, cette recherche atteste les motivations de la RDC en Extrême-Orient qui a ciblé quelques pays avec lesquels elle peut entretenir des relations diplomatiques.

1.2. Sur les nouvelles motivations diplomatiques de la RDC post-conflits

Les nouvelles motivations diplomatiques de la RDC sont d'abord et avant tout d'ordre stratégique. Celles-ci sont fonction de la vision diplomatique inhérente à la gouvernance, mais elles sont aussi géopolitiques, géoéconomiques et culturelles et concernent l'espace territorial congolais, ses ressources naturelles, la culture congolaise qu'il importe de promouvoir auprès de tous les partenaires extra-africains et africains qui s'intéressent à la RDC. De telles motivations ont été au centre de l'actuel déterminisme diplomatique congolais jusqu'à ce jour et ce sont elles qui stimulent ou qui doivent stimuler les autorités congolaises à opter pour un renforcement et pour une consolidation des liens diplomatiques préexistants avec ces Etats de l'Extrême-Orient et pour lesquels bon nombre parmi eux sont en plein processus d'émergence.

II. IDENTIFICATION DES NOUVEAUX PARTENAIRES DIPLOMATIQUES DE LA RDC EN EXTREME-ORIENT

2.1. Des partenaires

L'Extrême Orient est la partie orientale de l'Asie qui comprend :

- l'Asie de l'Est qui se compose du Japon, de la Mongolie, de la Corée du Nord, de la Corée du Sud, de la Chine, ...);
- l'Asie du Sud-Est qui comprend la Malaisie, la Birmanie, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge, le Vietnam, l'Indonésie, ...);
- l'Extrême-Orient russe, en particulier, les provinces du Pacifique ainsi que leur hinterland².

L'Extrême-Orient représente deux milliards d'habitants, soit un tiers de la population mondiale. Cette partie du continent est caractérisée par des variations considérables de densité: d'une part, de vastes régions montagneuses et arides presque désertiques e, d'autre part, des zones qui connaissent les plus fortes densités mondiales de population. Le phénomène est particulièrement remarquable au Japon et à Taïwan où les populations se concentrent sur les plaines côtières, en Corée du Sud, dans la mégapole de Séoul, et en Chine, le long du littoral et dans la zone des plaines orientales. Les conditions naturelles ne sont pas seules en cause dans cette inégalité sur la répartition de ces populations³.

L'économie actuelle de l'Extrême-Orient constitue sans nul doute l'un des événements les plus marquants de la fin du XXe siècle. Si le XIXe siècle fut le siècle d'or de l'Europe du point de vue de son développement économique (grâce à la Révolution industrielle et aux Empires), alors que le XXe siècle était celui des États-Unis, il se pourrait que le XXIe siècle, devienne le siècle de l'Extrême-Orient. Ainsi, la dimension de ce phénomène tient aux perspectives d'un « mieux-vivre » offertes au tiers de l'humanité, après des milliers d'années de précarité. Les « décollages » économiques ont débuté au Japon dans les années 1960 et se sont poursuivis dans les années 1980 avec les « dragons » (Taïwan, Corée du Sud, Singapour, Hongkong) et ont, dans les années 1990, débouché sur l'accession au statut de puissance

¹ Projet de Coopération Sino-Congolais, 5 ans au service de la reconstruction et modernisation de la RDC », Rapport du Bureau de Suivi du Programme de la Coopération Sino-Congolaise, Kinshasa, 2013, pp.1-2

² Le Petit Larousse illustré, 1995, p.1320

régionale de la Chine continentale. Ce phénomène n'est pas seulement, une exclusivité de l'Asie du Nord-Est puisque la Thaïlande, la Malaisie et, dans une moindre mesure, l'Indonésie appartiennent désormais aussi à ce qu'il est convenu d'appeler les nouveaux pays industrialisés (N.P.I.).

Les conditions de ces succès tiennent à la conjugaison de plusieurs facteurs, qui n'ont pu initier une dynamique économique qu'après l'apaisement politique dans la zone, après la Seconde Guerre mondiale (Japon, 1945) et les guerres civiles (Chine et Taïwan, 1949, et Corée, 1953). Ces facteurs déterminants ont été les hommes et l'aide extérieure.

2.2. Examen détaillé de ces pays au cas par cas

Ainsi qu'on peut le constater, la motivation de la RDC qui s'ouvre à l'Extrême Orient est à analyser en détail et au cas par cas face à chacun de ces pays et en fonction de l'intérêt que représente chacun de ces pays par rapport au pays de Patrice Emery Lumumba.

En effet, il sied de noter que l'Asie du sud-est qui est composée, entre autres, des îlots et des îles et des pays qui les composent ont presque les mêmes potentialités que la RDC. Ces pays sont en processus de développement, car considérés comme pays émergents suite à leur économies florissantes⁴. Ces pays se présentent, à l'ère actuelle comme des modèles de développement pour beaucoup des pays sous-développés. C'est dans ce cadre que la RDC entretient des relations diplomatiques avec certains Etats qui sont:

- l'Inde (dont l'ambassade se trouve à New Delhi)
- la Chine,
- la Corée du Nord (à Pyong Yang)
- la Corée du Sud. (Séoul)

Quant aux autres pays avec lesquels la RDC n'entretient pas des relations diplomatiques et qui sont :

- la Malaisie ;
- la Thaïlande ;
- le Singapour ;
- la Birmanie ;
- les Philippines ;
- l'Indonésie, pour chacun de ces pays, la RDC y applique la stratégie de la représentation multiple.

2.2.1. La RD Congo et la République Populaire de Chine

Les motivations de la RD Congo en République Populaire de Chine sont d'ordre économique, commercial (d'infrastructures), diplomatiques et culturelles.

2.2.1.1. Domaine économique et commercial⁵

Sur le plan commercial, si en 1992, le volume d'échanges commerciaux entre les deux pays était de 5 milliards de dollars en 2006, ces échanges ont atteint 134.3 milliards de dollars en 2013. En 2016, la Chine était devenue le plus grand partenaire commercial de la RDC, certes, c'est dans le secteur minier où la Chine trouve de quoi maximiser ses dividendes pour des intérêts vitaux et cela, en investissant des gros moyens pour se faire une place d'exception et accroître son intérêt national.

La dépendance structurelle de la RD Congo à l'égard de la Chine découle de sa forte présence dans le secteur minier. Les mines et l'électricité peuvent être considérées comme les deux voies congolaises des « routes de la soie » vers Pékin. Initialement très ambitieuse, la coopération chinoise est devenue utilitariste en se recentrant sur la production d'électricité au profit du secteur minier. Cette coopération ne s'est pas traduite par un ré-endettement excessif pour la RD Congo, la dette publique ne représentant que 18 % du PIB en 2017. L'économie congolaise est en situation de dépendance structurelle vis-à-vis de la Chine.

Le secteur minier en RD Congo concentre les intérêts économiques chinois : 80 % des exportations congolaises du secteur minier sont à destination de la Chine alors que, côté offre, les entreprises minières chinoises sont aujourd'hui fortement dominantes (70 à 80 % du marché du cuivre et du cobalt). Ainsi, 90 % du cobalt et du cuivre congolais (premier producteur d'Afrique subsaharienne) est exporté vers la Chine. Le cobalt, minerais stratégique dont la RDC détient 60 % des réserves mondiales, est utilisé dans le processus de fabrication des batteries automobiles et des smartphones.

⁴ Secrétariat du Ministère de la coopération internationale en ligne sur : congovirtuel.com, consulté le 15/09/2022.

⁵ Sylvain TSHIBANGU MUKENG., Quête d'une nouvelle approche de coopération sino congolaise, mémoire inédit en Relations Internationales, ULK, 2016, p. 52.

S'agissant d'un produit dérivé résultant de la première transformation d'autres minerais (cuivre, etc.), elle est généralement effectuée depuis des concessions minières détenues par des entreprises chinoises. La RD Congo est « le » pays producteur de ce minerai avec une position de quasi-monopole au niveau mondial. Des études prévoient qu'il n'offrira, aux pays producteurs, « qu'une fenêtre d'opportunité limitée dans le temps » en raison des progrès rapides de la recherche scientifique.

Le cobalt quant à lui, est un élément clé de la transition énergétique. Ses cours sont volatiles : après avoir fortement augmenté au premier semestre, ils sont en baisse depuis la fin de l'été⁶. Cette volatilité est la conséquence de son caractère stratégique pour l'industrie automobile, qui lui donne un caractère spéculatif. L'industrie chinoise de transformation, qui concentre l'immense majorité des fabrications de batteries à l'échelle mondiale, est sa « cliente captive » mais elle s'emploie à sécuriser ses approvisionnements⁷.

Outre la Sicomine, une importante entreprise commune « d'État » sino-congolaise créée en 2008, plusieurs acteurs chinois de taille internationale exploitent les plus grandes mines katangaises aux côtés d'acteurs de taille moyenne. Ces dernières années, deux nouvelles importantes mines sont tombées dans l'escarcelle chinoise à la faveur de rachats de concessions minières américaines et canadiennes⁸. Sur le terrain, les intérêts chinois sont également présents jusque dans l'artisanat minier, qui reste très important en RDC (20 % de la production de cobalt), au travers de coopératives de ramassages, dont les pratiques contreviennent parfois aux principes d'une chaîne d'approvisionnement responsable.

2.2.1.2. Les infrastructures

La présence chinoise s'affirme également dans d'autres secteurs clés des infrastructures, et notamment dans les travaux publics et le génie civil (CREC, Sino Hydro principalement). Les chemins de fer comme les routes sont des secteurs d'intérêts pour les entreprises chinoises. Ces dernières ont été adjudicataires dans le cadre du programme « Pro-Route » de la Banque Mondiale pour la réfection de 1 000 kms du réseau routier dans l'est de la RD Congo⁹.

La nouvelle aérogare de l'aéroport de Kinshasa est revenue à la société WIETEC. D'un coût de 364 M USD, il sera cofinancé par l'Eximbank chinoise et l'Etat congolais. Pour le projet de barrage d'Inga 3, d'un coût de 14 Mds USD, un consortium sino-espagnol¹⁰ a été constitué, chargé à lui de trouver les financements, de construire, d'exploiter et de commercialiser l'électricité produite. Ces dix dernières années, la coopération sino-congolaise a profondément changé de nature, passant d'une logique de troc à une logique commerciale, celle des « routes de la soie ».

En 2008, en échange d'un accès préférentiel aux ressources minières congolaises, la Chine s'était engagée en faveur d'un très ambitieux programme de construction d'infrastructures pour la RD Congo. A l'origine, ce programme prévoyait deux enveloppes. La première, d'un montant de 3,2 Mds USD d'investissements proprement miniers et la seconde, d'un montant de 3 Mds USD, dédiée aux grands projets d'infrastructures. Ce contrat de « troc » se serait traduit par la fourniture d'infrastructures en contrepartie directe des minerais congolais.

Ce programme, pierre angulaire du projet des « cinq chantiers » porté à l'époque par le Président Kabila n'a, cependant, jamais pu voir le jour. Tout d'abord, en raison des pressions exercées par le FMI pour que ces montants soient revus à la baisse afin de limiter les graves risques de surendettement que n'aurait pas manqué de générer un tel package. La RD Congo était précisément encore en discussion dans le cadre de l'initiative PPTE. Ensuite, et surtout, des difficultés étaient apparues dans le cours des discussions avec la partie chinoise.

L'Exim-Bank, afin de compenser l'absence de prise en garantie de l'État congolais, exigeait une prise de contrôle totale de la Sicomines au lieu des 66 % initialement prévus. La partie congolaise n'a jamais voulu céder sur ce point en rétrocedant toutes ses parts aux chinois. Il en est résulté un rythme d'engagements moindre de la part de la banque chinoise. Jusqu'en 2013, seuls 468 M USD avaient été

⁶ 75 000 USD/t début janvier, 92 000 USD/t début juin et 65 000 USD/t début octobre

⁷ Afin de sécuriser son approvisionnement, le géant chinois « GEM », un des leaders mondiaux dans le raffinage et le recyclage de batteries, a conclu un accord important préférentiel avec Glencore à qui il achètera un tiers de sa production de cobalt congolaise entre 2018 et 2020, soit 52 800 tonnes en trois ans.

⁸ Rachat des parts de l'américain Freeport dans la mine de Tenke Fungurume par la China Molybdenum en 2016, puis rachat du canadien Anvil par la China Minmetals Corporation.

⁹ Ce programme a fait l'objet d'un « panel d'inspection » de la Banque mondiale suite à de nombreuses irrégularités détectées dans l'exécution de certaines parties du contrat (tronçon Bukavu-Goma) par l'entreprise chinoise contractante (plusieurs non-respects caractérisés des meilleures pratiques sociales et environnementales usuellement suivies par la Banque pour ce type de projets).

¹⁰ China Three gorges Corporation et SinoHydro (Chine) et une filiale du groupe ACS et Eurofinsa (Espagne).

décaissés¹¹ dont 175 M USD en « pas de portes » à la Gécamines. Si on est loin des ambitions initiales, plusieurs importants projets sont à mettre à l'actif de la coopération chinoise. Le barrage de « Zongo II », inauguré en juin 2021 dernier, et dont les travaux avaient débuté en 2012, financés par l'Exim-Bank de Chine à des taux préférentiels (360 M USD). Une autre centrale hydroélectrique, située à Bussanga a permis de combler le déficit énergétique du secteur minier en alimentant en priorité le site de la Sicomin.

2.2.1.3. Le domaine financier

La RDC a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en juillet 2010¹². Depuis lors, sa trajectoire de réendettement reste maîtrisée. Fin 2017, la dette publique du pays était de 6,4 Mds USD soit 18 % du PIB¹³. Ses principaux créanciers sont la Banque mondiale et la BAD (41 %), les banques commerciales (28 %) et les partenaires bilatéraux au premier rang desquels figure la Chine (15 %). Ces dernières années, c'est la dette intérieure, constituée par des arriérés de paiement, des avances de la BCC et sur la TVA, qui a eu tendance à se creuser davantage que la dette extérieure.

Alors que le pays reste faiblement endetté comparativement au niveau atteint par la plupart de ses voisins, les décaissements pour les financements tant bilatéraux que multilatéraux ont sensiblement marqué le pas depuis 2013 (90 M USD en 2017). Dans ce bilan a priori plutôt favorable du point de vue de « l'orthodoxie financière », la part relative de la Chine dans le « mix d'endettement » de la RD Congo reste raisonnable (655 M USD sur 4,6 Mds USD), ce qui ne dénote une dépendance excessive de la RD Congo aux emprunts chinois.

En 2015, le risque de surendettement était encore considéré comme modéré par le FMI. Mais cette appréciation pourrait cependant bien être remise en question même si le coût du service de la dette reste faible en raison de la forte concessionnalité du portefeuille¹⁴. Ce dernier, entièrement libellé en devises étrangères, présente un risque élevé en termes de taux de change. Des variations de changes de faible amplitude ont d'évidentes implications budgétaires et exposent l'économie congolaise.

Aussi, le service de la dette congolaise demeure vulnérable à un fléchissement des exportations de matière premières (libellées en dollars). En 2015-2016, la baisse des cours internationaux des matières premières s'est, en quelques mois traduit par une dévaluation du CDF de 50 % par rapport au dollar, alourdissant d'autant le service de la dette.

2.2.1.4. Le domaine politique

Une diplomatie qui se veut efficace doit disposer des moyens conséquents d'orientation de sa politique extérieure. C'est sous cette perspective que la RD Congo a établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine depuis son indépendance.

Depuis la reconnaissance du principe de l'unicité de la Chine par la RDC, l'empire du milieu à toujours entretenu de bonnes relations avec ce pays, raison pour laquelle elle a réalisé plusieurs ouvrages techniques au Congo Kinshasa dont le stade de Martyre, le palais du Peuple etc.

Cette motivation politique se justifie beaucoup plus par le fait que la Chine est l'un des cinq membres permanent du conseil de sécurité des Nations Unies et la RD Congo ayant des relations diplomatiques avec cette dernière est censée bénéficier de l'appui de la Chine lors de vote des résolutions qui ont tendances à nuire aux intérêts de la RD Congo.

Dans cette coopération, le bon et meilleur moyen pour le géant asiatique de séduire d'autre pays, c'est son arme économique qui est le moyen capital de sa stratégie diplomatique en Afrique en général et en RDC en particulier. Ceci pour faire exception aux occidentaux qui viennent en Afrique avec la diplomatie secrète d'agression en finançant les rebellions et les hommes d'Etat dictateur du continent, sous prétexte de la démocratie, de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme.

La Chine de son côté s'est créée une place d'influence en RDC de par sa capacité de réaliser dans un bref délai des grands ouvrages selon une formule imbattable. A ce jour, la Chine est le seul pays capable de projeter en quelques semaines plusieurs milliers d'ouvriers à n'importe quel point du continent africain afin d'y achever un chantier géant en un temps et à des prix records. En RDC, la Chine utilise sa diplomatie d'aides financières et la construction des infrastructures pour renfoncer leur coopération.

2.2.1.5. Le domaine socio-culturel

¹¹ Principalement pour la construction de l'hôpital du cinquantenaire (100 M USD) ; la construction du Boulevard du 30 juin dans Kinshasa (54 M USD) ainsi que différents autres tronçons routiers dans l'intérieur du pays (Lubumbashi/Kasomeno, Beni/Luna).

¹² Le point d'achèvement de l'initiative PPTE a été atteint pour un montant de réduction de 12,3 Mds US

¹³ Elle est composée à hauteur de 4,5 Mds USD pour la dette extérieure, soit 13 % du PIB, et de 1,8 Mds USD pour la dette intérieure (essentiellement des arriérés de paiement, à priori sans intérêts mais libellé en USD).

La Chine apporte son soutien à la RDC dans les domaines de la santé, de l'éducation notamment avec l'octroi de bourses d'études universitaires aux étudiants congolais en une base annuelle; elle octroi également les bourses de formations aux fonctionnaires congolais... La construction par la Chine des infrastructures routières en RDC contribue largement à l'amélioration des conditions sociales car ces infrastructures contribuent au désenclavement des milieux ruraux et au ravitaillement des centres urbains dans l'écoulement des produits agricoles.

III. QUELLE EST L'INCIDENCE DU NOUVEAU CHOIX STRATEGICO-DIPLOMATIQUE CONGOLAIS AUJOURD'HUI ORIENTE VERS L'EXTRÊME-ORIENT FACE A L'OCCIDENT ?

Tout commence à la fin du 18^{ème} siècle lorsque les pays occidentaux bénéficiaires des avantages de la Révolution industrielle ont renforcé leurs liens avec les sociétés africaines et qui, deux siècles plus tard la colonisation de ces derniers vont se muer en une situation de dépendance. Ces nouvelles relations de la RDC avec ces pays sont devenues une source des controverses avec l'Occident et même de domination. En effet, en tenant compte que coûte à maintenir leurs intérêts au nom du droit historique dans ces Etats nouvellement indépendants, l'évolution du monde, l'Occident oublie que les ressources que regorgent ces nouveaux Etats pour leur émancipation restent un épée suspendu au cou de ces Etats. Et puis de tout conflit génère des nouvelles turbulences et des tentatives des Etats ou des acteurs de revoir certains choix opérés par leur diplomatie et l'histoire du monde contemporain reste marquée par des relations entre l'Occident dominant économiquement, politiquement ou culturellement vers les Etats du tiers-monde. La fin de la guerre froide, une fin occasionnée par la décomposition de l'URSS aurait instauré des sérieux bouleversements de la conduite des Etats en général et beaucoup plus ceux de l'Afrique en particulier à l'instar de la RDC qui dans un contexte post-conflits aurait multiplié ses contacts extérieurs plus précisément pour se diriger vers l'Extrême-Orient. Mais une question mérite d'être soulevée à propos de l'appréhension des puissances occidentales vis-à-vis de ce rapprochement de Kinshasa et l'Extrême-Orient.

A cela, il y a lieu de noter que les relations entre l'Occident et la RDC diffèrent clairement de celles avec les pays de l'Extrême-Orient en général. En prenant le cas de la Chine, on constate que la politique chinoise de non-ingérence, particulièrement, pragmatique est très éloignée de l'approche des Occidentaux, qui exige dans la relation une certaine conformité aux lois internationales comme condition sine qua none pour établir une coopération selon les normes avec eux.

En effet, la politique de non-ingérence et d'aide sans conditionnalité de la Chine semble selon les Occidentaux laisser un champ libre aux acteurs congolais intervenant dans l'exécution de la coopération sino-congolaise en RDC lesquels sont les plus souvent accusés de corruption, de mauvaise gestion empêchant ainsi à celle-ci de porter ses fruits selon les attentes de la partie congolaise.

CONCLUSION

Nous voici au terme de cette enquête qui a porté sur « les nouveaux choix diplomatiques de la RDC vers l'axe Extrême-Orient et la réaction de l'Occident ». ainsi qu'on le sait tous, au seuil de la décennie 1990, caractérisent la fin de l'ex URSS qui a été suivie par des grands bouleversements stratégiques et géopolitiques au monde, la RDC ou l'ex Zaïre qui est secouée par une expérience démocratique se voit de nouveau être confrontée par les défis diplomatique liés au contexte, aux exigences de la démocratie, à l'avènement des régimes internationaux et de la bonne gouvernance. Un Etat riche en ressources naturelles mais économiquement pauvre, déchiré par une succession des crises politiques et des rebellions militaires se retrouve aujourd'hui dans cette impérieuse nécessité de se doter d'une nouvelle politique diplomatique adaptée à ce nouveau contexte international. Fini le besoin d'équidistance idéologique vis-à-vis des blocs idéologiques et place à la mondialisation, à la géoéconomique, à la sécurité collective et, pourquoi pas, à l'idéal de développement commun. En ce sens, dès son accession à la tête du pays en mai 1997, Laurent Désiré Kabila qui, dans un élan néo-marxiste et révolutionnaire avait prôné la coopération Sud-Sud avec des choix diplomatiques orientés vers les puissances émergentes d'Asie du sud-Est et avec les pays situés en Extrême-Orient.

Les motivations de ces choix sont en premier lieu, géostratégiques, car liées à la vision diplomatique inhérente à la gouvernance et elles sont aussi géopolitiques, géoéconomiques et culturelles, car liées à l'espace territorial congolais, à ses ressources naturelles, à la culture congolaise qu'il faudrait promouvoir ou aux partenaires extra-africains et africains qui s'intéressent à la RDC. Ces motivations seraient à la base ou au centre de l'actuel déterminisme diplomatique congolais et ce sont elles qui stimulent ou qui doivent stimuler les autorités congolaises à opter pour un renforcement des liens diplomatiques préexistant avec ces Etats de l'Extrême-Orient pour lesquels beaucoup sont, depuis, en situation d'émergence.

BIBLIOGRAPHIE

- BAYIHA, W., renforcement de la coopération entre la République Démocratique du Congo in Euronews, 2019.
- BIYOYA MAKUTU K., Comprendre les Relations Internationales, éd. Mediaspaul, Kinshasa, 2015.
- BRAECKMAN, C., « La République Démocratique du Congo, dépiécée par ses voisins », in *Le monde diplomatique*, Paris, octobre, 1999.
- MANGEMOSI LUWAWU, A., la Géopolitique de l'Afrique Médiane, éd. Mediaspaul, Kinshasa, 2016.
- NSABWA TSHIBUKOLE, Etudes régionales, D.E.S, Unikin, 2022, séminaire inédit
- TSHIBANGU MUKENG, S., Coopération Sino-congolaise : Quête d'une nouvelle Approche. Analyse et Perspectives, DES, Unikin, 2023.
- TSHIBANGU MUKENG, S., Quête d'une nouvelle approche de coopération sino congolaise, mémoire inédit de deuxième licence en relations internationales, ULK, 2016.

Webographie

- www.Infocongo.net
- www.7/7.cd
- www.Congovirtuel.com
- www.Euronews